Besprechungen = Comptes rendus

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **8 (2001)**

Heft 3

PDF erstellt am: **26.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

LITERATUR ZUM THEMA
COMPTES RENDUS THEMATIQUES

PETER L. BERGER (HG.)
DIE GRENZEN DER GEMEINSCHAFT
KONFLIKT UND VERMITTLUNG IN PLURALISTISCHEN GESELLSCHAFTEN
EIN BERICHT DER BERTELSMANN STIFTUNG AN DEN CLUB OF ROME
GÜTERSLOH, VERLAG BERTELSMANN STIFTUNG, 1997, FR. 52.50

Les années 1990 ont été marquées par une forte recrudescence des conflits civils, qui tendent actuellement à éclipser les guerres internationales, jusqu'alors prédominantes. Cette évolution s'inscrit en conséquence directe de la chute du communisme et de ce que d'aucuns n'hésitent pas à considérer comme l'une des périodes «les plus fondamentales de l'histoire de l'humanité» (11). L'intensité et la spécificité des événements qui rythmèrent cette décennie n'ont pas échappé aux spécialistes en sciences sociales. C'est dans ce contexte que la Fondation Bertelsmann, en collaboration avec le Club of Rome, s'est interrogée sur les fondements axiologiques des sociétés, sur leur modes de conciliation, soit les bases de leur cohésion ou, plus généralement encore, sur les fondements d'un ordre mondial pacifié. En définitive, ce vaste programme réagit aux thèses pessimistes de Samuel Huntington, prédisant que les lignes de rupture internationales suivraient désormais les frontières des civilisations, et se conçoit comme une œuvre pour la préservation harmonieuse des différences culturelles.

Pour réaliser cet ambitieux projet, la fondation a fait appel à une prestigieuse brochette de chercheurs, majoritairement sociologues ou politologues. Leurs textes, réunis dans cet imposant ouvrage et utilement résumés à sa fin, respectent des directives de rédaction destinées à faciliter les comparaisons indispensables à la généralisation des cas traités. Les onze auteurs s'emploient donc à examiner trois facettes de la problématique proposée. Ils dégagent tout d'abord les oppositions normatives «essentielles, et pour lesquelles il ne peut être question de compromis» (156), puis analysent les diverses structures ou organismes qui encouragent cette situation de polarisation, avant de se concentrer sur les stratégies de conciliation dans un pays chaque fois différent.

Ce qui frappe est alors la diversité des situations et des réponses qu'elles reçoivent. Les Etats-Unis, qui ne sauraient passer pour une contrée spécialement divisée, montrent pourtant une césure fondamentale et à maints égards «paradigmatique» (586). D'après James Davison Hunter, le fossé qui sépare traditionnellement les démocrates des républicains est d'autant plus profond qu'il se dote d'une connotation religieuse susceptible de renforcer les deux camps en présence. En confortant chacun dans sa vision de l'avenir américain, les organisations privées élargissent encore cet écart et rendent, par cela même, la tâche pacificatrice des institutions étatiques toujours plus difficile.

Le même type de ligne de partage semble avoir longtemps coupé la France en deux, scindée par un antagonisme politico-religieux opposant des catholiques conservateurs aux partisans de la sécularisation et du progrès. La victoire de la laïcité, obtenue dans l'effort de guerre consenti en 1914–1918 contre l'envahisseur allemand, est aujourd'hui à nouveau

remise en question. En s'appuyant sur le règlement du conflit néo-calédonien, Danièle Hervieu-Léger démontre de manière très stimulante les avantages d'une «médiation expressive» *(expressive Vermittlung)* (147) qui, à l'inverse d'autres modes conciliatoires, tend à inventer un compromis intégrant le vécu historique et les traditions des parties. Cette solution médiane peut alors, à son tour, se développer en norme.

L'Allemagne de 1945 à 1990, présente également un aspect plutôt serein. Selon Franz-Xaver Kaufmann, ce calme est le résultat de plusieurs facteurs de cohésion, tels que la prospérité économique, la parcellisation systématique des conflits et *last, but not least* le souvenir des atrocités commises durant la période national-socialiste. Il ne resterait donc plus qu'à savoir comment a évolué cette configuration avec la disparition toujours plus inéluctable des derniers acteurs de la Seconde Guerre mondiale et, surtout, avec la réunification du pays.

La chute du mur de Berlin a aussi des conséquences immédiates et tangibles dans l'ancienne Europe de l'Est. L'analyse du cas hongrois montre que l'effondrement du système soviétique a occasionné la réactivation d'anciens antagonismes entre «populistes» et «libéraux». L'instauration de la démocratie contribua, en un premier temps, à aviver les tensions, avant de les apaiser avec l'aide des néo-socialistes. Ironie de l'histoire, ce sont ainsi ceux que l'on avait chassés du pouvoir qui furent involontairement la raison de sa division et l'instrument de sa réconciliation.

Un phénomène similaire se dessine au Chili, où des instituts de recherche créés sous la houlette de Pinochet furent à la base des modes de pacification qu'on utilisa pour effectuer une transition paisible de la dictature à la démocratie. Il se repère également en Afrique du Sud. Là aussi, la sortie du système d'apartheid ne se fit pas uniquement dans des conditions dramatiques mais engrangea les bénéfices de la «révolution tranquille» et de l'action pacificatrice de structures issues du régime précédent.

Dans le reste des pays étudiés, l'opposition entre progrès et tradition se cristallise, plus fortement encore, sur la question d'une imitation souhaitable ou blâmable de l'Occident. Contrairement à ce que suggère la fameuse formule de *Huntington,* des contrées fortement imprégnées d'Islam, comme la Turquie ou l'Indonésie, ne restent pas campées sur des positions de rupture rigides et irréversibles. Serif Mardin et Robert William Hefner soulignent même tous deux les vastes possibilités d'accommodement que cette religion/culture semble ouvrir. En Inde, au Japon et à Taïwan, on tente visiblement de résorber cette césure entre modernisation et traditions en adoptant des «recettes» nouvelles, telles des structures juridiques, des mécanismes améliorant la répartition des richesses nationales ou encore un appareil législatif, réadaptées aux conditions de vie et aux coutumes locales.

La multiplicité des cas abordés autorise une infinité d'analogies, étroitement corrélées à la richesse des approches possibles. Dans ce foisonnement, qui permet notamment le rapprochement entre l'Allemagne et Taïwan à la faveur d'une rupture similaire sur la question de l'écologie, on perçoit certaines régularités. C'est à cet exercice méritoire de systématisation que se livre le dernier article de l'ouvrage. Par comparaisons successives, Peter L. Berger voit les principaux conflits normatifs se cristalliser autour du processus de modernisation qui touche l'ensemble de la planète. On peut dépasser ces frictions fondamentales en invoquant des valeurs consensuelles pour redéfinir une identité

collective éclatée; ou mettre en place des institutions respectées de tous et organisant une cohabitation dépassionnée. Ces structures, étatiques ou privées, sont rarement neutres mais représentent souvent des groupes d'intérêt. C'est pourquoi ce sont généralement les mêmes organismes qui pacifient et enveniment les choses, selon les circonstances. Reste que leur action est moindre dans les sociétés sortant d'un traumatisme; son souvenir semblant inciter la population à plus de tolérance et de modération. Sur la base de ces constatations, l'auteur propose plusieurs solutions pratiques, largement inspirées par les réflexions de Danièle Hervieu-Léger: la médiation impérative, la médiation pragmatique et la médiation dialogique. Les deux premières désignent des modes d'intervention conciliatrices *ad extra* et *ad intra*. La troisième vise à créer une entente dans la «reformulation» des mémoires collectives respectives. Ces procédés, et surtout le dernier, semblent ouvrir des perspectives prometteuses, même si, comme le déplore Peter L. Berger, elles paraissent difficilement applicables au contexte international.

En fait, s'il fallait vraiment regretter quelque chose, on pourrait commencer par se demander si l'angle d'approche, voire le message, qui sous-tend la plupart des articles ne contribue pas à fausser certaines conclusions. Il est ainsi étrange d'apprendre que les contrées où se profile une réelle césure religieuse sont les Etats-Unis et la France! Cette réflexion pose la question de la pertinence des cas choisis. Pourquoi avoir écarté l'examen des ces pays qui fondèrent l'étude de la *conflict resolution,* tels que les Pays-Bas (brièvement mentionnés), l'Autriche et la Suisse? L'analyse des conditions d'entente helvétique aurait, en outre, illustré un phénomène récurrent et pourtant peu mis en valeur: à savoir la tentation de régler les problèmes en les reléguant dans la sphère privée. Enfin, il aurait sans doute été intéressant d'explorer plus avant la piste ouverte par Hervieu-Léger, en donnant une place accrue aux historiens. Par contre, l'accent mis sur les conflits civils est ici aussi compréhensible que souhaitable; notre époque étant toujours plus dominée par les guerres fratricides. A cet égard, et grâce à une forme qui permet de rationaliser la richesse du fond, ce livre respecte son ambition de départ: il s'agit bel et bien d'un ouvrage utile.

Irène Herrmann (Genève)

CHRISTIAN WERNER
FÜR WIRTSCHAFT UND VATERLAND
ERNEUERUNGSBEWEGUNGEN UND BÜRGERLICHE INTERESSENGRUPPEN IN DER DEUTSCHSCHWEIZ 1928–1947

CHRONOS, ZÜRICH 2000, 440 S., FR. 68.–

In der Zwischenkriegszeit lassen sich zwei Entwicklungsstränge beobachten, die für das Thema dieser Arbeit relevant sind. Einerseits kamen reaktionäre Strömungen auf, die in der Erneuerungsdiskussion der 1930er-Jahre gipfelten; andererseits formierten sich auf Seiten der Wirtschaft neue Formen des Lobbyismus, die zur Entstehung von wirtschaftspolitischen Pressuregroups führten. Die damals entstehenden politischen Kommunikations- und Propagandastrategien wurden zu einem wichtigen Teil von denjenigen Personen getragen, die auch im Umfeld der Erneuerungsbewegungen eine wichtige Rolle spielten.

Christian Werner zeigt in seiner Dissertation, wie in verschiedenen dieser Pressuregroups sehr widersprüchliche Elemente vereinigt waren: Manchesterliberalismus und Antimaterialismus, Antietatismus und Glaube an einen autoritären Staat, Anpassung an das «neue

Europa» und Entschlossenheit zum militärischen Widerstand. Der viel beschworene Bürgerblock war in der Zwischenkriegszeit alles andere als ein geschlossenes Ganzes. In weiten Kreisen des Bürgertums waren reaktionäre Ideen äusserst populär: der moderne Staat, die Errungenschaften der Französischen Revolution, der Parlamentarismus wurden abgelehnt, der Antisemitismus war salonfähig. Auch in den wirtschaftlichen Pressuregroups wie dem Bund für Volk und Heimat, dem Redressement National oder dem Bund der Subventionslosen waren solche Ideen weit verbreitet. Gleichzeitig verhinderten diese Gruppierungen ein vollständiges Abgleiten des rechten politischen Spektrums in den Faschismus. So stand der schweizerische Föderalismus, der in diesen Vereinigungen mit fast religiösem Eifer beschworen wurde, in krassem Gegensatz zu den zentralistischen Staatsgebilden in Deutschland und Italien. Rechtsbürgerliche Exponenten distanzierten sich deshalb – laut Werner – in der Regel vom Faschismus und Nationalsozialismus – was sie aber nicht daran hinderte, offen Beifall zu klatschen, wenn Faschisten und Nationalsozialisten gegen den verhassten Bolschewismus vorgingen.

Die Pressuregroups entwickelten in den 1930er- und 40er-Jahren professionelle Konzepte, um die Öffentlichkeit aufzuklären beziehungsweise zu beeinflussen. Mit Broschüren, politischen Inseraten, der Gründung der Schweizerischen Mittelpresse als bürgerliche Presseagentur oder der Organisation von Referatskursen brachten sie ihre Ideen unter das Volk. Gleichzeitig bauten sie ein personelles Beziehungsnetz aus, über das sie auf Parlament und vorberatende Kommissionen Einfluss nehmen konnten.

Werners Arbeit ist sehr detailliert und informativ und beruht auf einem langjährigen Quellenstudium im Archiv für Zeitgeschichte und dem Archiv des Schweizerischen Arbeitgeberverbands. Konzeptionell bleiben allerdings einige Unklarheiten. So bleibt beispielsweise die Verwendung des Konzepts des «Korporatismus» ziemlich diffus. Werner stützt sich in seiner Arbeit auf den Ansatz von Charles S. Maier, wonach es in Europa in den 1920er-Jahren zu einer Aufhebung des Dualismus von Staat und Wirtschaft gekommen sei. Während die Parlamente in der Zeit nach dem Ersten Weltkrieg an Einfluss verloren, gewannen ausserparlamentarische Institutionen zunehmend an Einfluss, weshalb wichtige sozialpolitische Entscheide ausserhalb der Parlamente getroffen wurden. Für die Zwischenkriegszeit können dabei drei Hauptrichtungen korporatistischen Denkens unterschieden werden: eine ständestaatlich-ideologische, eine faschistisch-herrschaftsstrategische und eine technokratisch-politökonomische Richtung. Welche dieser drei Richtungen gemeint ist, wenn Werner von Korporatismus spricht, beziehungsweise ob er sich durchweg auf eine dieser drei Richtungen bezieht und nicht manchmal ein eigenes, nicht näher erläutertes Korporatismuskonzpt im Kopf hat, ist nicht immer ganz klar. Auch ist unklar, weshalb sich in der Schweiz ab Mitte der 1930er-Jahre mit dem Friedensabkommen, der Gründung der AHV oder der Einführung der Zauberformel schrittweise ein System der korporativen Interessen durchsetzte. Geschah dies wegen der wirtschaftlichen Interessen der Arbeitgeber? Hatte es etwas mit dem nationalen Konsens der Geistigen Landesverteidigung zu tun? Oder war das eine vorbeugende Massnahme, um der Arbeiterbewegung den Wind aus den Segeln zu nehmen? Und schliesslich wäre es für die Arbeit ein Gewinn gewesen, wenn noch einige weitreichendere theoretische Überlegungen darüber angestellt worden wä-

ren, welche Rolle die politische Kommunikation in einer Gesellschaft spielt, in der die sozialen Milieus mehr und mehr durch eine mediatisierte Öffentlichkeit abgelöst wurden.

Trotz dieser Einwände stellt die Studie von Werner eine umfassende Abhandlung zu den politischen Haltungen und den personellen Netzwerken der verschiedenen bürgerlichen Interessengruppen in der Schweiz zwischen 1928 und 1947 dar. Schade ist aber, dass die Arbeit oft recht langatmig geschrieben ist und der rote Faden der Argumentation auf Grund der grossen Menge von untersuchten Quellen oft verloren geht – ein Grundübel vieler historischer Studien. Dabei böten sich gerade bei diesem Thema viele Ansatzpunkte, ein spannendes, lesenswertes und gleichzeitig wissenschaftlich fundiertes Buch zu schreiben. So liessen sich zum Beispiel in der Figur des *Trumpf Buur*-Gründers Robert Eibel biografische Ansätze ideal mit struktur- und mentalitätshistorischen Zugängen verbinden, ein Versuch, der leider von Werner nur ansatzweise verfolgt wird. Dies ist umso bedauerlicher, als das Thema der Arbeit äusserst aktuell ist. Der Autor verweist explizit auf die Parallelen zwischen dem Manchesterliberalismus der 1930er-Jahre und dem Neoliberalismus der Gegenwart. Man würde dem Buch deshalb einen Leserkreis wünschen, der etwas grösser ist als die paar Dutzend Spezialisten, die sich solche Dissertationen normalerweise zu Gemüte führen.

Christof Dejung (Zürich)

CHRISTIAN RUCH
STRUKTUR UND STRUKTURWANDEL DES JURASSISCHEN SEPARATISMUS ZWISCHEN 1974 UND 1994
BERN, HAUPT, 2001, 600 P., FR. 78.–

Le 1er mars 1970, les électeurs bernois approuvent un additif constitutionnel qui prévoit une cascade de plébiscites pour régler la question jurassienne. Le 23 juin 1974, les districts francophones et catholiques du Jura dit historique (Delémont, Porrentruy et les Franches-Montagnes) décident de former un nouveau canton. Quant aux districts bernois, francophones et protestants (Courtelary, Moutier, La Neuveville) de même que le Laufonnais (catholique mais alémanique), ils confirmeront le 16 mars 1975 leur détermination de demeurer dans le giron bernois. Dès lors et pour les séparatistes, il s'agit de libérer les «frères de la zone occupée [par les alémaniques]» (167).

Christian Ruch examine dans sa thèse la période 1974–1994, en commençant par la décision du Rassemblement jurassien (RJ, principale force séparatiste jurassienne) du 18 mai 1974 de créer un «canton de combat», ce qui marque l'ère moderne du séparatisme. L'article 138 de la Constitution du canton, qui prévoit l'accueil de «toute partie du territoire jurassien… si cette partie s'est régulièrement séparée» sera la traduction juridique du concept «Etat de combat»: elle est aussi, pour l'auteur, une concession du politique à l'idéologique. En 1994, terme de la recherche de Ruch, l'Assemblée interjurassienne (AIJ) se met en place. Elle concrétise la volonté politique de résoudre la question jurassienne par le dialogue. Elle signifie aussi l'abandon officiel de la confrontation: coup dur pour le séparatisme moderne, désavoué par le gouvernement jurassien.

L'auteur présente la lente agonie d'un projet: libérer le jura historique – franco-

phone – de la domination alémanique, et l'unir au sein d'une même entité. Le RJ et son mentor principal, Roland Béguelin (1921–1993), n'ont que partiellement réussi à parvenir à leurs fins. Il s'agissait, après la cascade des plébiscites, d'opter pour la «tactique du salami»: arracher le Jura à l'oppresseur bernois, commune par commune. Le 10 mars 1996, avec le changement de canton de Vellerat, les séparatistes obtiendront leur seul résultat tangible depuis les plébiscites. Le coup d'assommoir, plus récent, est venu de Moutier: cette commune refuse par vote consultatif, le 28 novembre 1998, de rejoindre le canton du Jura. L'histoire présentée par l'auteur est donc celle d'une défaite. Etait-elle programmée? Ruch s'attache à le démontrer.

Cette thèse est passionnante et se lit comme un roman. Les événements sont récents et souvent connus, mais ce sont leurs enchaînements qui rendent la recherche remarquablement construite. Ainsi, le rôle des acteurs de la question jurassienne est explicité: leurs intérêts communs tout comme leurs rivalités. Le séparatisme jurassien n'est pas indivisible, quand bien même Roland Béguelin l'aurait souhaité. Le RJ court après une cause qui devient chimère au fil des années 1980 et 1990: sa façon de penser le Jura uni diverge de plus en plus des projets – pragmatiques – du gouvernement de la République et Canton du Jura, et de la réalité confédérale que l'exécutif jurassien doit affronter. Alors que dans les années septante, l'ennemi était l'envahisseur bernois, c'est le gouvernement jurassien qui se voit attribuer progressivement ce rôle, d'où la tarte à la crème lancée contre les ministres jurassiens le 21 décembre 1994. L'auteur dément la thèse de B. Prongué selon laquelle l'initiative UNIR, demandant que la réunification devienne l'un des principaux objectifs du canton du Jura, aurait été la «meilleure illustration» de la «pierre de touche pour l'intégration des différentes forces politiques» (267–268). Pour Ruch, les partis politiques jurassiens n'étaient de fait pas prêts à se doter d'un instrument politique efficient pour mener la réunification à bien, ce qui a fait capoter l'initiative.

Le monde politique jurassien s'affranchit de la tutelle du RJ à la fin des années septante et au début des années 1980. L'auteur mentionne le rapprochement entre le parti libéral-radical, en punition parce que trop proche des antiséparatistes, et le puissant parti démocrate-chrétien (séparatiste). Les radicaux jurassiens pourront envoyer deux des leurs à l'Assemblée fédérale en 1983. Le rapport de forces traditionnel gauche–droite sera en quelque sorte progressivement réhabilité, au détriment des socialistes et du RJ, contraint à affirmer qu'il se situe «au-dessus des partis». Il revendique un statut de «gouvernement jurassien démocratique d'opposition», lui qui se voulait «gouvernement moral du Jura historique» après la création du canton. Le charme du RJ, organisation téléologique, s'est estompé après la victoire partielle des plébiscites (291). Le RJ était devenu inutile aux yeux de nombre de Jurassiens, qui estimaient avoir obtenu ce qu'ils désiraient le plus: «la liberté d'abord».

Le séparatisme jurassien continue à nous interpeller sur le multilinguisme suisse. Le RJ prônait le peuple jurassien, expression d'une identité dont on n'a au demeurant jamais vraiment su si elle était francophone ou française. Cette identité, qui excluait les alémaniques, a été combattue par l'Etat fédéral. L'auteur montre un lien évident entre le vote des Chambres fédérales, qui refusent en juin 1985 à la fois d'envoyer un délégué au sommet de la francophonie qui se tient à Paris en février 1986, et d'amnistier les terroristes jurassiens du Front de Libération du Jura

(FLJ); ceci sur fond d'une rumeur persistante, selon laquelle un corps spécifique de l'armée a stationné dans les années 1960 et 1970 dans le Jura avec mission d'arrêter les leaders du RJ en cas de trouble de l'ordre public. L'élément «langue française» a été mis en avant par le RJ afin de réveiller la conscience des francophones, et de faire naître «l'identité romande». Les séparatistes ont accouché d'un canton, plus petit que prévu, et d'un drapeau romand, qui n'a jamais obtenu le succès escompté, même dans le Jura (222). Son projet a cependant largement interrogé, dérangé les partis politiques suisses, et mis singulièrement mal à l'aise le Conseil fédéral.

Par rapport au rôle de la Confédération, on aurait souhaité de la part de l'auteur une analyse plus affirmée, puisque les faits exposés nous montrent qu'elle s'est trouvée régulièrement désemparée face à la question jurassienne, réagissant parfois avec excès. D'autre part, Ruch semble implicitement condamner *a posteriori* le séparatisme jurassien, estimant sa déchéance programmée dès 1974. Or, on peut raisonnablement se demander ce qui se serait passé si Moutier avait voté le 28 novembre 1998 pour le rattachement au canton du Jura. La voie strictement légaliste, l'insistance du Tribunal fédéral, qui refusait de valider l'initiative UNIR, le paradigme *iura locuta, causa finita* (389) auraient-ils suffi à calmer les esprits? C'est loin d'être sûr, et l'on doit reconnaître que la stratégie du RJ, qui demandait le rattachement de Moutier et de Sorvilier (après celui de Vellerat), aurait pu payer.

A la fin des années 1960, les Berne cantonale et fédérale admettaient enfin que les Jurassiens avaient droit à l'autodétermination: la voie légaliste était fléchie par la volonté populaire. Cette dernière s'est montrée plus concernée dans les années 1990 par la réalisation de l'autoroute A 16 («Transjurane») que par la réunification. Plus inquiétée aussi, comme toute la Suisse romande, par le rejet alémanique de l'Espace Economique Européen le 6 décembre 1992, ou par l'affaire Cointrin en 1996. Cette nouvelle donne, que le RJ n'a jamais vraiment su gérer, cette globalisation des rapports qui relativise l'importance des frontières, a contribué à mettre un terme aux ambitions séparatistes, sans doute davantage que l'Assemblée interjurassienne elle-même. Ce sont les pro-européens qui ont pris le relais des séparatistes jurassiens, avec un écho dans les médias désormais plus important que le combat jurassien.

Stéphane Tendon (Genève)

ALLGEMEINE BESPRECHUNGEN COMPTES RENDUS GENERAUX

JEAN-PAUL PRONGUE
LA FRANCHE MONTAGNE DE MURIAUX A LA FIN DU MOYEN AGE

PORRENTRUY, SOCIETE JURASSIENNE D'EMULATION, 2000, 471 P., FR. 35.–

Entre le Vallon de St-Imier et la France, des Bois à Montfaucon en passant par Le Noirmont et Saignelégier, des Breuleux aux Enfers, cette mystérieuse (pour qui n'est pas du coin) «Franche montagne de Muriaux» n'est rien d'autre, à quelques restrictions près, que ce qu'on appelle communément «Les Franches-Montagnes» (pluriel que l'auteur rejette avec de bonnes raisons).

Comme d'autres zones du Jura franco-suisse, celle qu'étudie Jean-Paul Prongué a de quoi fasciner ceux qu'intéressent les montagnes, la géographie historique et l'histoire des sociétés rurales. En effet, le peuplement est assez tardif à s'y organiser pour qu'on puisse observer, à travers une documentation riche et très intelligemment interrogée, des mises en place qui nous échappent presque totalement dans les Alpes, ces montagnes au peuplement trop ancien.

Les sources permettent aussi de voir prendre forme une économie, un habitat et des circulations. Il y aura beaucoup à tirer des analyses très précises que l'auteur consacre à la géographie agraire, pastorale et forestière de la région, ainsi qu'à la conjoncture économique. Sur ce dernier point, on lira des observations précisément étayées à propos d'une augmentation nette de la place des céréales au 15e siècle, liée probablement à une recroissance des effectifs humains. On en lira d'autres, à propos de l'irruption, dans la seconde moitié du siècle, d'un élevage bovin massif pratiqué par quelques grands et puissants tenanciers, au risque de déséquilibrer à la fois le système économique «traditionnel» et les équilibres sociaux.

La documentation laisse aussi voir bien des choses sur la mise en place d'institutions locales assez particulières, qui s'intègrent plus ou moins bien avec ce qui existait déjà, qu'il s'agisse du pouvoir seigneurial ou de l'encadrement paroissial. L'auteur prend soin de mettre en rapport ses découvertes de démographe, d'économiste et de sociologue médiéviste avec la vie politique régionale, essentiellement à travers les fluctuations que connaissent les relations entre les Franc-Montagnards et leurs seigneurs, les évêques de Bâle. Après une période d'émergence de la seigneurie (12e–13e siècles), vient «l'âge d'or de la Franche Montagne», entre 1384 et 1443; c'est le temps où, grâce à une attitude plutôt bienveillante des seigneurs, une vaste «bourgeoisie rurale» prend forme, se consolide et commence même à tisser des liens politiques avec des villes comme Bienne ou Berne. Suit une phase de reprise en main, subie avec une certaine docilité, et qui n'entraîne pas de rupture dans une tendance affirmée à la croissance économique.

On notera les chapitres consacrés à la vie religieuse, à ses cadres et à ses tonalités, surtout dans la seconde moitié du 15e siècle et au début du suivant. Les sources permettent à l'auteur d'appréhender avec précision les cadres institutionnels de la vie religieuse, mais aussi de saisir assez bien le clergé local et surtout

d'entrer assez loin dans les pratiques religieuses des gens.

L'ouvrage s'achève sur une étude, à base de sources judiciaires, de la violence et de la délinquance, comme échos des tensions sociales que connaît la région à l'extrême fin du Moyen Age.

Ce livre vient agrandir la famille déjà riche et large que forment les travaux d'histoire médiévale régionale «généraliste» de Fernand Loew, de Pierre Gresser, de Pierre Pégeot et de quelques autres.

Pierre Dubuis (Genève)

CHRISTOPH HEIERMANN
DIE GESELLSCHAFT «ZUR KATZ» IN KONSTANZ
EIN BEITRAG ZUR GESCHICHTE DER GESCHLECHTERGESELLSCHAFTEN IN SPÄTMITTELALTER UND FRÜHER NEUZEIT (KONSTANZER GESCHICHTS- UND RECHTSQUELLEN XXXVII)

THORBECKE, STUTTGART 1999, 326 S., FR. 76.–

Dank den Arbeiten von Helmut Maurer, Klaus Bechtold, Wolfgang Dobras, Peter Kramml, Wolfgang Zimmermann oder Peter Schuster zählt das spätmittelalterlich-frühneuzeitliche Konstanz zu den besterforschten Städten des alten Reichs. Während die politischen Entwicklungen, die Vermögensverhältnisse, der nachreformatorische Wandel oder der Aufbau des städtischen Strafwesens wiederholt Beachtung gefunden haben, blieben Zünfte und vor allem Zunfthäuser bisher im Schatten der grossen Forschungsbereiche. Insbesondere für die Gesellschaft «Zur Katz», eine heterogene Gruppierung adlig-bürgerlichen Zuschnitts, die sich im bis heute erhaltenen Haus «Zur Katz» organisiert und vom 14. bis Ende des 18. Jahrhunderts Bestand hatte, fehlte bis anhin eine ausführlichere Würdigung.

Diese Lücke schliesst jetzt eine Dissertation des Historikers Christoph Heiermann, die 1997 unter der Leitung von Helmut Maurer fertiggestellt worden ist. Vordergründig als stark rechts- und sachgeschichtliche Untersuchung angelegt, zielt Heiermann jedoch auf eine grundsätzlichere Diskussion von Geschlechtergesellschaften im Rahmen der Elitenforschung. Über den methodischen Ansatz hinaus gewinnt die Studie für den schweizerischen Raum besondere Bedeutung. Einerseits stützt sich der Autor stark auf Forschungsarbeiten zu eidgenössischen Städten, andererseits bietet das Thema gerade für die Ostschweiz neue Erkenntnisse, da Konstanzer Familien auch gegen Süden verwandtschaftliche oder geschäftliche Beziehungen pflegten und im Thurgau Gerichtsherrschaften erwarben, während sich adlig-patrizische Familien aus der Ostschweiz in der Bodenseestadt niederliessen.

Trotz der einleitenden Diskussion um die Begrifflichkeit von «Patriziat», «Geschlechter», «Gruppe» oder «Ehrbarkeit» betont Heiermann den letztlich nur schwer fassbaren Charakter der Gesellschaft «Zur Katz». Politische Funktion, gesellschaftliche Aufgaben, Zusammensetzung der Mitglieder und Selbstverständnis der Gesellen durchlaufen in den vom Autor untersuchten drei Jahrhunderten einen grossen Wandel, der eng mit den Entwicklungen im städtischen Umfeld verknüpft ist. Die Dissertation greift damit unterschiedliche Aspekte auf – Adel und Zünfte, Stadt und Land, Geselligkeit und Politik oder Familien und Individuen –, die einander kontrastieren wie ergänzen. Im Mittelpunkt steht jedoch immer die Organisation der «Geschlechter», nicht eine Geschichte des Patriziats. Wo aber liegen die Besonderheiten der Gesellschaft «Zur Katz»?

Entstanden ist die Geschlechterstube in der Mitte des 14. Jahrhunderts als

Antwort auf die sich formierenden Handwerkerzünfte, die 1342 in einem Aufstand ihre Anerkennung erzwingen und fortan die alten Führungsgruppen in die Defensive drängen. Dieses «Reaktionsmodell» (17) bestimmt die künftigen Konfliktlinien der «Katz», die als «politische Zunft» (130) die Interessen ihrer Mitglieder vertritt. Im Laufe der Jahrzehnte verlieren die alten Geschlechter allerdings schrittweise ihren Einfluss an eine neue zünftige Oberschicht. Seit dem ausgehenden Spätmittelalter können die der «Katz» zustehenden Ratssitze zudem oft nur mit Mühe besetzt werden. Der Übergang an Habsburg bringt 1549 eine grundsätzliche Neuordnung des städtischen Regiments. Mit den Zünften verliert auch die «Katz» ihren institutionellen Einfluss, vermag aber bestimmte Rechte weiterhin zu wahren. Die Konkurrenz einer neu gegründeten Kaufleutestube und das fehlende Betätigungsfeld als «Verwaltungspatriziat» – Konstanz verfügt praktisch über kein Territorium und fristet als österreichische Landstadt ein Randdasein – führen schliesslich zur Ausblutung der Mitgliedschaft und zum Untergang der Gesellschaft, so das diskussionswürdige Fazit Heiermanns.

Das Problem der allzu bescheidenen personellen Basis hängt mit den Strukturen der «Katz» zusammen. Grundsätzlich steht die Gesellschaft allen offen; eine Versammlung entscheidet über die Aufnahme. Vor allem aber gibt es im Unterschied zu den meisten anderen patrizischen Stuben im süddeutsch-schweizerischen Raum keine erbliche Mitgliedschaft. Das Interesse an der «Katz» wird von der Aussicht auf eine schnelle politische Karriere, Kontakte oder Geschäftsbeziehungen beeinflusst. Erst mit dem 16. Jahrhundert versteht sich die Gesellschaft vermehrt als «adlig» und schafft sich mit Wappenrollen, Schildern oder repräsentativen Fenstern eine entsprechende Tradition. Die vermehrte Öffnung gegenüber dem Landadel schafft jedoch neue Spannungen, da diese Neumitglieder selten an politischen Ämtern interessiert sind und auf ihre Eigenständigkeit pochen. Der Charakter einer Patriziergesellschaft formt sich damit im Übergang zur Frühen Neuzeit; noch im Mittelalter ist die Organisation erstaunlich vielfältig.

Die Stärke des Autors liegt weniger im Aufwerfen neuer methodischer Fragen als im grundsätzlichen Aufzeigen der langfristigen Entwicklungen in enger Anlehnung an die reichhaltige Sekundärliteratur. Für eine eingehendere Untersuchung sind knappe 200 Seiten für einen Zeitrahmen von über 300 Jahre hingegen etwas gar bescheiden. So überzeugend sich die Argumentation Heiermanns für die grossen Züge erweist, so diffus scheint sie in einzelnen Fragen. Problematisch ist vor allem der Verzicht auf eine zumindest fallweise Vertiefung einzelner Hypothesen. Der oft postulierte politische Einfluss der «Katz» in Konstanz bleibt ebenso vage wie die Vernetzung von Stadt und Land über die Mitgliedschaft von Landadligen oder das Gewicht einzelner prominenter Gesellen. Obwohl Heiermann immer wieder auf prosopografische Ansätze zurückgreift, bleiben die spannenden Beziehungsfelder zwischen Individuen, Familien und Stubengesellen offen. Besonders bedauerlich wirkt sich diese Lücke beim Ostschweizer Landadel aus, da der Autor auf gezielte Archivrecherchen oder ein Einarbeiten der neuesten Forschungsliteratur verzichtet. Mit seiner Dissertation legt Heiermann einen wichtigen Baustein für die Geschichte der Geschlechtergesellschaft vor; die Rolle der Gesellen und der Geselligkeit hingegen bietet Thema für weitere Arbeiten.

Peter Niederhäuser (Winterthur)

STEFAN VON BELOW, STEFAN BREIT
WALD – VON DER GOTTESGABE ZUM PRIVATEIGENTUM
GERICHTLICHE KONFLIKTE ZWISCHEN LANDESHERREN UND UNTERTANEN UM DEN WALD IN DER FRÜHEN NEUZEIT
LUCIUS & LUCIUS, STUTTGART 1998, 361 S., FR. 105.–

Gleich zwei Autoren kommen in diesem Band der Reihe «Quellen und Forschungen zur Agrargeschichte» mit ihren beiden Studien zum Zuge. Dass daraus ein Einzelwerk geworden ist, ist dem Zufall zu verdanken, denn beide Forscher beendeten ihre unabhängig voneinander geführten Untersuchungen zu den vor Gericht ausgetragenen Konflikten um den Wald etwa zur gleichen Zeit. Doch inhaltlich lässt sich die gemeinsame Publikation mehr als rechtfertigen und gewinnt zusätzlich durch die direkten Vergleichsmöglichkeiten, die sich der kritischen Leserin, dem kritischen Leser auf diese Weise darbieten. Seit Erscheinen dieses Buchs sind zwar mehr als drei Jahre vergangen, gleichwohl soll es nachfolgend besprochen und gewürdigt werden, denn beide Einzelstudien liefern einen wichtigen Beitrag zum veränderbaren Eigentumsbegriff, zum bäuerlichen Widerstand und zur Waldgeschichte.

Formal sind die beiden Fallstudien dreigeteilt, gefolgt von einem gemeinsamen Fazit, das zusätzlich ins Englische übersetzt wurde – und einem Anhang mit praktischem Stichwortverzeichnis.

Der erste Teil, verfasst von Stefan von Below, führt anhand eines Forschungsüberblicks in die Thematik ein. Das Eigentum am Wald, was hat man darunter zu verstehen? Wie wandelte sich der Eigentumsbegriff im Verlauf des 17. und 18. Jahrhunderts? Systematisch wird dargelegt, wie die (juristische) Vorstellung vom geteilten Eigentum, dem *dominium directum* und *dominium utile,* allmählich brüchig und die Basis für eine liberale Eigentumskonzeption gelegt wird. Die vorhandene – und vielleicht etwas allzu selektiv ausgewählte – Literatur wird knapp referiert und so ein Bild der aktuellen Forschungslage zu Waldnutzung und Waldeigentum vermittelt.

Der Wald bildete zweifelsohne eine wichtige Ressource in der Zeit vor 1800. Nebst Brenn-, Köhler-, Werk- und Bauholz lieferte er auch Nahrung und Futter für Mensch und Tier. Ergänzt werden könnte hier noch die Funktion als genetische Ressource, denn auch Jungpflanzen von Wildobst und Nüssen sind von Bauern für die Weiterzüchtung in Feld und Garten versetzt worden. Waldnutzung und Landwirtschaft waren eng miteinander verflochten. Entsprechend war der Wald integraler Bestandteil des lokalen, ländlichen Nutzungssystems. Doch im Wald stiessen seit dem Spätmittelalter bis ins 19. Jahrhundert zahlreiche und zunehmend spannungsgeladene Herrschafts- und Nutzungsansprüche aufeinander, wobei der Fokus auf die Konfliktlinie zwischen Herrschaft und Untertanen gelegt wird und nicht etwa auf allfällige innerdörfliche Auseinandersetzungen. Mit steigendem Bevölkerungsdruck seit der zweiten Hälfte des 17. Jahrhunderts gingen steigende Anforderungen an den Wald einher. Akzentuiert wurde die Verschiedenheit der Bedürfnisse durch frühindustrielle Gewerbebetriebe mit einem hohen Holzkohlenbedarf. Traditionelle bäuerliche Nutzungsformen, vor allem die Waldweide, gerieten zunehmend unter Druck angesichts der allgemein gestiegenen Nachfrage nach unterschiedlichen Holzsortimenten und gestiegenen Holzhandelspreisen (für Bau-, Gewerbe-, Köhler- oder Brennholz).

Die neuere Literatur zu einzelnen Aspekten der Thematik ist leider nicht immer berücksichtigt worden: Die enge Verzahnung von Wald (und Allmend)

mit der Landwirtschaft wird zwar konstatiert und betont, trotzdem fanden solche Aufsätze und Studien, etwa zu frühen Waldteilungen in der zweiten Hälfte des 16. Jahrhunderts im Kanton Luzern oder zur Ausdehnung der landwirtschaftlichen Produktionsflächen auf Kosten des Waldes in der Nordostschweiz und Innerschweiz keine weitere Beachtung.

Im zweiten Teil folgt die Darstellung und nuancierte Analyse eines Waldkonflikts von Stefan Breit. Die seltene Gunst der Quellenlage (umfangreiche Zeugenverhöre nebst Prozessakten des Reichskammergerichts) und der Spürsinn Breits förderten einen ungewöhnlichen Fall aus Bayern zu Tage. Zwölf Gemeinden klagten 1607 vor dem Reichskammergericht in Speyer gemeinsam gegen ihren Landesherrn, Herzog Maximilian I. Die Beschränkung der Holz- und Weiderechte durch den bayerischen Herzog wollten sie nicht mehr länger hinnehmen. Der Herzog war ein «Prototyp eines frühabsolutistischen Herrschers», zudem «stark unter jesuitischem Einfluss» stehend. Sowohl das Streitobjekt als auch die Gemeinschaft der Klagenden wurde in den Quellen als «Ebersberger Gemain» bezeichnet. Der umstrittene Wald in der Gegend östlich von München grenzte direkt an den Unterebersberger Forst des Klosters Ebersberg.

Vorausgegangen waren der Beschwerdeschrift verschiedene Dinge: Am 31. Oktober 1596 war das Benediktinerkloster der Gesellschaft Jesu, den Jesuiten, übertragen worden, wobei die näheren Umstände im Dunkeln lagen und die neuen Grundherren auf Ablehnung stiessen. Im Februar 1600 brachte eine durch die neuen Klosterinhaber angestossene Visitation der Ebersberger Gemain durch Amtleute des Pfleggerichts von Schwaben zahlreiche Verstösse gegen die Holzordnung an den Tag, was zur Folge hatte, dass mehr als die Hälfte der Inhaber eines Anwesens (369 Untertanen) gebüsst wurden. Die Obrigkeit duldete keinen Holzhandel mehr und brachte dadurch manche Kleinbauern an den Rand ihrer Existenz.

Die Jesuiten verfolgten von Anfang an eine «aggressive Politik der Herrschaftsausweitung», sie lösten den Konflikt aus und verschärften ihn, indem sie eine gütliche Einigung zwischen Landesherr und Untertanen im gegebenen Moment verhinderten. Schliesslich trachteten sie danach, sich das Eigentum an der Gemain zu sichern. Im Jahr 1603 wurden 36 ausgewählte Zeugen, vor allem ältere Vertreter der ländlichen Oberschicht, zu den Nutzungs- und Eigentumsverhältnissen in der Gemain verhört, und schon ab Herbst 1604 sollte eine neue, restriktivere Holzordnung im Herzogtum gelten. Trotz geschickt angewendeten Taktiken und grossen finanziellen Investitionen, blieb der Kampf letztlich für die Gemain erfolglos und erstreckte sich über insgesamt 30 Jahre. Die Sieger blieben die Mächtigen, der bayerische Territorialstaat, der mit dem Erlass einer Ordnung einen Raum seiner Herrschaft einverleibte, zugleich seine Beamtenschaft disziplinierte und ein Stück Unabhängigkeit gegenüber dem Reichsverband gewann.

Im dritten Teil folgt von Belows Untersuchung eines Streits zwischen der Stadt Bern und dem Amt Büren. Zur Klärung der Interessenlage erörtert er das Verteilungssystem des Allmendnutzens im Amt Büren. Die Gemeinden regelten die Nutzungsberechtigung von Wald, Weide und Allmend so, wie es im schweizerischen Mittelland und Dreizelgengebiet verbreitet war: Die kollektive Nutzungsberechtigung war an Hofbesitz geknüpft, doch wird nicht klar, ob innerhalb eines Dorfs die Zahl der so genannten Gerechtigkeiten auch fixiert worden war. Jedenfalls gab es Ende des 17. Jahrhunderts auch halbe oder Viertelberech-

tigungen und die Nutzungsberechtigten begannen sich – wie vielerorts schon im 16. Jahrhundert – gegen die Ansprüche der Nicht- oder Minderberechtigten abzuschliessen. Minderberechtigte und Hintersässen durften Wald und Allmend auf Zusehen hin mitnutzen. In der Kleinstadt Büren berechtigte das Burgerrecht zum Bezug einer fixierten Menge von Brennholz (Losholz genannt) aus den Gemeindewaldungen. Zur Aufsicht bestellte der Rat einen Bannwart, die Gemeinden bestimmten einen Holzhirten.

Im Frühjahr 1753 wollte der Rat von Bern bzw. die Holzkammer als ausführende Instanz von den Gemeinden im Amt Büren wissen, auf welche «titul» sie ihre Waldnutzungen stützten. Die Obrigkeit verlangte damit von den Gemeinden eine rechtliche Begründung ihrer Ansprüche an den Wald und zwang sie auf diese Weise geradezu, einen Eigentumsanspruch zu formulieren. Dies taten sie auch umgehend mit der Beauftragung eines Berner Advokaten. Der sich entspinnende Rechtshandel wird zuerst chronologisch nach den Ereignissen dargelegt und anschliessend schrittweise nach der Begründung des jeweiligen Eigentumsanspruchs und den Argumentationen der beiden Konfliktparteien befragt. Erst nach fünf Jahren findet im Januar 1758 der Bürener Waldhandel mit dem Richterspruch des Rats von Bern seinen Abschluss, indem Büren und die Gemeinden im Amt «die freye nuzung in denen Amts Waldungen nach nohtdurfft ohne Entgelt solle gestattet seyn». Von Below zieht den Schluss, dass die Obrigkeit, die im Prozess zugleich Gerichtsinstanz war, zu ihren eigenen Gunsten entschieden hatte, auch wenn das Urteil von 1758 für die Bürener Gemeindewälder ohne praktische Konsequenzen blieb.

Im abschliessenden und gemeinsamen Fazit werden die beiden Einzelstudien kurz miteinander verglichen: In beiden Konflikten riskierten die Bauern im Kampf um ihre Rechte einiges, was allein schon die Wichtigkeit des Waldes verdeutlicht. Beide Studien interpretieren die Konflikte um den Wald als Ausdruck des Widerstands von Untertanen gegen die Obrigkeit. Die Bauern beteiligten sich am Widerstand aus unterschiedlichen Motiven, wobei sie sich nicht scheuten, auch die Vermittlung einer höheren oder gar der höchsten Instanz anzurufen. Der Bauer oder Untertan wird so als aktiv Handelnder mit eigenen Vorstellungen über den Wald, über Nutzung und Eigentum verstanden. Bereichert ist die historische Forschung damit um ein Werk, das den lange unterschätzten bäuerlichen Anteil an der (forst)politischen Entwicklung eingehend beleuchtet.

Margrit Irniger (Winterthur)

DENIS CROUZET
JEAN CALVIN
VIES PARALLELES

PARIS, FAYARD, 2000, 480 P., FF 149.–

Auteur de plusieurs ouvrages sur les guerres de religion, Denis Crouzet s'est attaqué à l'un des tout grands esprits du 16e siècle. Peu nombreuses sont en effet les biographies de Calvin. En français, le livre classique de François Wendel, *Calvin. Sources et évolution de sa pensée religieuse,* brossait un tableau pénétrant de la théologie de Calvin mais il date déjà de 1950. Plus récemment, en 1995, Bernard Cottret avait livré un *Calvin. Biographie,* dans lequel il mettait en valeur la contribution du réformateur à la culture de son siècle. Crouzet propose un autre regard sur Calvin, dont il a lu bon nombre de textes, et notamment l'Institution de la religion chrétienne (œuvre subjective, il est vrai, mais que Crouzet prétend étrangement pouvoir lire comme une auto-

biographie…). Sa bibliographie secondaire est abondante, même si les noms des auteurs consultés ne reviennent qu'assez rarement dans le corps de son propre texte, qu'ils soient classiques (comme R. Stauffer ou A. Ganoczy) ou récents (comme W. J. Bouwsma, J.-F. Gilmont ou O. Millet). Signalons enfin, au grand regret des historiens, que l'auteur a choisi de rédiger sa biographie sans appareil de notes, ce qui rend toute recherche de référence problématique.

Crouzet, qui précise être «religieusement indifférent», propose «une vision non confessionnelle» de son héros et tente de présenter un Calvin débarrassé de tous les stéréotypes dont la caricature l'avait affublé. Il relève ainsi que la doctrine de la prédestination, contrairement à ce qu'on entend un peu partout, vise non pas à enfoncer l'homme dans sa culpabilité mais à «retirer l'angoisse de la conscience humaine» (198). Il récuse ceux qui voient dans la Genève de Calvin une théocratie, en cela qu'il n'y a pas, malgré la présence obsédante du Consistoire, de «confusion de l'autorité séculière et de l'Eglise visible» (311). Il estime mal posé le fameux problème de savoir si Calvin était ou non un humaniste, pour la raison que l'humanisme du 16e siècle fut une «pluralité comme infinie et désarticulée d'expériences» (35). Il s'attache enfin à éviter les anachronismes et renonce à dire si Calvin a été un avant-coureur de la modernité (contre le déterminisme wéberien qui lie doctrine calvinienne et essor capitaliste).

Parmi les forces de Crouzet, il faut encore mentionner son pouvoir métaphorique: empruntant le mot de Wolfgang Musculus, il donne par exemple à l'une de ses parties le titre «arc tendu», désignant par là l'activité fébrile d'un Calvin toujours occupé à ses innombrables tâches, que ce soient ses activités de parole (près de 4000 sermons), son immense œuvre écrite ou ses interventions dans la vie de Genève. Mais cette force métaphorique est aussi la faiblesse de Crouzet. Alors même que Calvin s'efforçait de parler clairement, rien n'apparaît plus abscons que la table des matières du livre que son dernier biographe lui consacre. Si l'on devine, à la rigueur, qu'il sera question de Michel Servet sous le titre «éradications», qui trouvera que le chapitre «sentinelle» évoque le séjour strasbourgeois de Calvin (1538–1541), qu'il faut chercher dans celui qui s'appelle «lien» une présentation de la doctrine des sacrements ou que la diffusion de la Réforme en France est traitée sous le titre bien peu évocateur de «moyens»?

C'est que Crouzet, en réalité, ne s'intéresse pas au premier chef à une biographie de Calvin qui constituerait un instrument de travail. Son projet est ailleurs, lui qui désigne son œuvre comme un essai et qui répète presque à chaque page – mais sans jamais le définir – le concept d'«imaginaire». Ce n'est pas tant de Calvin ou de son histoire à Genève qu'il est question, mais d'imaginaire: pour ne prendre que quelques exemples parmi une bonne centaine: la conversion de Calvin est le «basculement d'un imaginaire vers un autre»; lorsque le réformateur se bat par la plume, c'est «l'imaginaire calvinien [qui] conduit à une intériorisation ou à une appropriation du fait guerrier»; quant à la ville de Genève, elle doit bien se plier à «l'imaginaire théâtral de Calvin». Bref, et nous touchons là le deuxième concept dont Crouzet use et abuse à chaque page, Calvin est «l'acteur d'une grande pièce de théâtre imaginaire». Tout, chez lui, est mise en scène: il n'agit qu'en fonction de modèles comme Moïse, David ou Paul, sa conversion lui instille une «conscience théâtrale qui ne [le] quittera jamais», quand il proteste, il le fait «dramatiquement», «dans sa volonté de théâtralité», et si Calvin sort à l'occasion

d'une salle de réunion, il ne peut le faire, bien sûr, que «théâtralement». Crouzet, dès lors qu'il a pris le parti de faire de Calvin un acteur, ne quittera plus ce registre, bien qu'il écrive, fort à propos d'ailleurs, de la pensée calvinienne qu'elle «entraîne le chrétien à rompre avec des manières […] d'être, de scander le temps de sa vie terrestre par des gestes» (214). De deux choses l'une: soit l'on dit avec Shakespeare que le monde tout entier est un théâtre («All the world's a stage»), et alors il est inutile de répéter toutes les trois pages que Calvin se met en scène, soit l'on estime que Calvin présente une spécificité en matière de théâtre, mais c'est précisément ce qui reste à démontrer.

Crouzet, vers le milieu de son livre, donne une belle leçon de méthode quand il demande à l'historien «de s'appliquer à lui-même l'une des règles de la vie de Calvin: être modeste dans son analyse» (245). Et c'est le même auteur qui prétend pourtant expliciter l'imaginaire d'un théâtral Calvin! Il y a quelque raison d'estimer qu'il ne convaincra pas l'ensemble de ses lecteurs d'avoir jusqu'au bout suivi sa propre leçon.

Michel Grandjean (Genève)

CLAUDE CANTINI, JEROME PEDROLETTI, AVEC LA COLLABORATION DE GENEVIEVE HELLER **HISTOIRES INFIRMIERES** HOPITAL PSYCHIATRIQUE DE CERY SUR LAUSANNE, 1940–1990

EDITIONS D'EN BAS, LAUSANNE 2000, P. 143, FR. 24.–

Das deutschsprachige Universitätssystem ist trotz der viel beschworenen Vorzüge der humboldtschen Traditionen ein steiniger Boden für innovative Forschung. Interdisziplinäre Anliegen etwa leiden unter den scharfen Grenzen zwischen den Fakultäten. Eines der Opfer dieses Uni-Modells ist die Medizinsoziologie. Es gibt zwar ein medizinsoziologisches Fach mit einigen Lehrstühlen, eine eigenständige Institutionalisierung jedoch blieb der Disziplin, eingeklemmt zwischen den Institutionen von Medizingeschichte, Soziologie und Sozial- und Präventivmedizin, verwehrt. Etwas besser ist die Lage in Frankreich, den angelsächsischen Staaten und den Niederlanden. Von dort erreichen uns seit längerem grundlegende Arbeiten der Medizinsoziologie: von den Klassikern (Henry E. Siegerist, Anselm Strauss oder Robert Castel) bis zur jüngeren Generation (Nicolas Dodier, Susan Leigh Star, Marc Berg).

Es überrascht deshalb nicht, dass die wenigen medizinsoziologischen Arbeiten aus der Schweiz oft aus der Romandie stammen, beispielsweise aus dem Umfeld des Lausanner Institut universitaire d'histoire de la médecine et de la santé publique von Vincent Barras und Jacques Gasser. Die *Histoires infirmières* von Claude Cantini und Jérôme Pedroletti, unter Mitarbeit von Geneviève Heller, sind dafür ein aktuelles Beispiel. Das Buch ist eine soziologische und sozialhistorische Untersuchung des Alltags der Psychiatrischen Klinik Cery bei Lausanne, der kantonalen Universitätsklinik, für die Zeit zwischen 1940 und 1990. Cantini und Pedroletti sind Psychiatriepfleger, Heller ist Sozial- und Medizinhistorikerin. Das Buch ist auch ein wichtiger Beitrag für das steigende Interesse an einer fundierten und kritischen Psychiatriegeschichte in der Schweiz.

Cantini, Pedroletti und Heller haben für ihre Untersuchung 1998 alle 70 pensionierten und noch lebenden Psychiatriepflegerinnen und -pfleger von Cery kontaktiert und schliesslich rund einen Viertel von ihnen befragt (17 mündliche Oralhistory-Interviews und vier schrift-

liche). Diese Interviews bilden das Material der Studie, das die Autoren nach inhaltlichen Schwerpunkten geordnet besprechen und analysieren (u. a. Ausbildung, Arbeitsalltag, Behandlungsformen, Patientinnen und Patienten). Viele der Thesen und Schlussfolgerungen der Arbeit sind bemerkenswert, gerade weil in der Schweiz zur Zeit nichts Vergleichbares vorliegt. Zwei für die psychiatriegeschichtliche Forschung besonders wichtige Schwerpunkte der Studie sollen hier stellvertretend diskutiert werden.

1. Geschichte der therapeutischen Praktiken. Die Arbeit illustriert am Beispiel der Klinik von Cery den säkularen Wandel der psychiatrischen Therapieformen, von den Zwangsinstrumenten des 19. Jahrhunderts, über die bis ins 20. Jahrhundert klassischen Formen der Arbeits- oder Bädertherapie, bis hin zu frühen medikamentösen Behandlungen (Insulinschock-Therapie) und den modernen Neuroleptika. Im Einzelfall wird hier eine Grundproblematik der modernen Psychiatrie sichtbar: der Mangel an nachhaltig kurativen Mitteln und die damit zusammenhängende Vielfalt der heuristischen Therapieformen, die meist auf die Ruhigstellung der Behandelten abzielen. Spannend und kritisch weiterzuverfolgen ist etwa die These, dass die Rezeption der Psychoanalyse in der Psychiatrie wesentlich von der neuroleptischen Revolution nach 1945 profitierte. Psychoanalytische und psychotherapeutische Ansätze, so die These der Autoren, hätten erst dann Eingang in die Psychiatrie gefunden, als die modernen Neuroleptika – im Unterschied etwa zur Insulinschock-Therapie – es möglich machten, Patientinnen und Patienten so zu beruhigen, dass diese weiterhin ansprechbar und damit empfänglich für eine psychotherapeutische Behandlung blieben. Allerdings vernachlässigt diese These, dass die Psychoanalyse schon vor der neuroleptischen Revolution einen wichtigen Platz in der Psychiatrie hatte: von der frühen Freud-Rezeption im ausgehenden 19. Jahrhundert bis zur Kriegszitterer-Debatte im Ersten Weltkrieg. Ebenfalls zu kurz kommt die Frage nach den eugenischen Zwangsmassnahmen – ein Umstand, der wohl einerseits mit dem gewählten Zeitraum (fast ausschliesslich nach 1945), andererseits mit der eher marginalen Bedeutung der Zwangssterilisationen in Cery zusammenhängt. Trotzdem waren Sterilisationen eine mögliche, und vor allem eine sehr umstrittene Behandlungsform, und es wäre aufschlussreich gewesen, die Sichtweise der psychiatrischen Pflegerinnen und Pfleger dazu zu erfahren.

2. Soziologie der psychiatrischen Klinik. Es ist zwar verständlich, dass die Psychiatriegeschichte sich primär für die Interaktion zwischen Ärztinnen und Ärzten auf der einen und Patientinnen und Patienten auf der andern Seite interessiert. Nur geht dabei vergessen, dass psychiatrische Institutionen komplexe Sozialräume sind, die mit dem traditionellen Arzt-Patienten-Modell kaum zu begreifen sind. Es ist das Hauptverdienst der Arbeit von Cantini, Pedroletti und Heller, hier eine zumindest für die Schweiz neue Forschungsperspektive aufzuzeigen. Im Mittelpunkt stehen die Pflegerinnen und Pfleger und deren Sicht auf den Klinikalltag. In den teilweise allzu deskriptiven Darlegungen öffnen sich eine Reihe neuer Fragestellungen für künftige psychiatriegeschichtliche und medizinsoziologische Untersuchungen. Etwa der Wandel der medizinischen Pflegeberufe: Die Anstalt Cery war noch in den 1930er-Jahren eine klosterähnliche Versorgungsinstitution für Bauernkinder. Die Professionalisierung mit berufsspezifischen Ausbildungsgängen und Fachverbänden folgte erst nach dem Zweiten Weltkrieg. Leider haben die Autoren es weit gehend verpasst, die geschlechtergeschichtliche Dimension

ihres Materials zu würdigen. Immerhin war in Cery bereits in den 1930er-Jahren ein Grossteil des Pflegepersonals weiblich – ein überraschender Umstand, weil noch im 19. Jahrhundert der Beruf des psychiatrischen Krankenwärters meist von Männern belegt wurde.

Allerdings beeinträchtigen solche Mängel die Qualität der Untersuchung kaum. Sie sind vielmehr Abbild einer generell unterentwickelten Forschungstradition. Bleibt die Hoffnung auf baldige Remedur in Form von weiteren psychiatriegeschichtlichen und medizinsoziologischen Untersuchungen – in Lausanne und anderswo.

Martin Lengwiler (Zürich)

STEFAN BACHMANN
ZWISCHEN PATRIOTISMUS UND WISSENSCHAFT
DIE SCHWEIZERISCHEN NATURSCHUTZPIONIERE (1900–1938)

CHRONOS VERLAG, ZÜRICH 1999, 480 S., FR. 68.–

Consacré à l'émergence de l'idée de protection de la nature en Suisse, saisie à travers l'analyse de la brève histoire de la Schweizerische Naturschutzkommission (SNK) au début du 20e siècle, ce livre est la version sensiblement raccourcie d'une thèse de doctorat en histoire défendue en 1997 à l'Université de Berne. Situant sa démarche dans le cadre de la discipline émergente de l'histoire de l'environnement *(Umweltgeschichte),* Stefan Bachmann conçoit sa recherche comme une contribution à une «histoire constructiviste des représentations de la nature», se situant au croisement de l'histoire des mentalités, de l'histoire sociale et de l'histoire politique. En opposition à d'autres travaux sur l'histoire de l'environnement, le point de vue adopté ici consiste à considérer que, devant la difficulté (résultant avant tout de la faiblesse des sources à disposition) à démontrer clairement les liens existant très probablement entre les processus de dégradation effective de l'environnement naturel et l'apparition d'un mouvement de protection de la nature, il s'avère plus pertinent de centrer l'analyse sur le processus *social* menant à l'émergence d'une telle mobilisation. Ce sont donc les conditions socio-historiques dans lesquelles s'inscrit cette soudaine nécessité de protection que l'auteur met au centre de sa recherche, en tentant de répondre à la question plus spécifique de savoir «qui a développé, quand et pour quelles raisons, l'idée de fonder une commission de protection de la nature?»

Pour répondre à cette interrogation, Stefan Bachmann réalise une excellente monographie, organisée sous la forme à la fois thématique et chronologique, retraçant l'activité – entre 1906, date de sa création et 1938, date de sa dissolution – de cette commission émanant de la Société Suisse des Sciences Naturelles, et composée exclusivement de scientifiques (géologues, botanistes, zoologues, préhistoriens, ingénieurs forestiers et géographes). Le caractère essentiellement monographique de ce travail est toutefois nuancé par une utile recontextualisation des conditions intellectuelles et idéologiques qui ont guidé cette commission, notamment à travers une présentation de la bourgeoisie cultivée *(Bildungsbürgertum)* allemande, puis alémanique, porteuse de cette conviction. Bachmann montre bien comment cette dernière n'est pas fondée, dans le cas de la SNK, et au contraire du *Heimatschutz,* sur un refus de la modernité industrielle et urbaine, ainsi que des progrès technologiques, mais sur une posture de «réformisme conservateur» ayant pour objectif d'accompagner et de limiter les effets négatifs sur l'environnement naturel du dévelop-

pement industriel considéré comme inévitable. Et ceci, même si la commission, mue par un souci non seulement scientifique mais également, et à l'instar du *Heimatschutz,* esthétique et patriotique, a surtout visé à protéger des monuments naturels du passé tels que blocs erratiques – c'est, d'ailleurs, la préservation de l'un d'entre eux qui se trouve, précisément, à l'origine de la création formelle de la commission –, arbres centenaires, témoins des périodes préhistoriques, espèces faunistiques et floristiques.

L'essentiel de l'ouvrage consiste donc en une description des principales activités de la commission, plus particulièrement durant la période allant de 1906 à 1920. Ainsi, après une première prise de position sur la question de la construction des lignes de chemin de fer de montagne, premier épisode qui permet de mesurer les divergences existant au sein même de la commission naissante entre les tenants des critères scientifiques d'une part et esthétiques et patriotiques d'autre part, le principal projet qui occupe la commission est la création d'un espace naturel protégé de grande superficie soustrait, pour des raisons essentiellement scientifiques, à toute intervention humaine. Outre la création du Parc National en Basse-Engadine, trois autres champs d'actions se trouvent au centre des activités de la SNK. Le premier concerne le combat, mené essentiellement par Paul Sarasin, le président de cette commission, ayant pour objectif, dans le cadre de la révision de la deuxième loi fédérale sur la chasse de 1904, de redéfinir en profondeur le rôle de la chasse dans le cadre d'une politique de protection de la faune. Le deuxième concerne le développement et la mise en œuvre d'une politique de sauvegarde de la flore par l'intermédiaire du développement d'un «réseau» d'ordonnances cantonales de mise sous protection des espèces floristiques menacées. Le troisième but de la commission concerne la popularisation de l'idée de protection de la nature, née au sein d'une élite scientifique, par la promotion de sa diffusion au sein de larges couches de la population. Ce troisième objectif est poursuivi de trois manières différentes: la création de commissions cantonales de protection de la nature, la création de la Ligue Suisse pour la Protection de la Nature (LSPN) et la diffusion du thème de la protection de la nature dans les écoles.

Ce n'est que dans la dernière partie du livre qu'une brève analyse de la structure organisationnelle de la commission et de ses liens avec les autres organisations proches, tutélaires ou affiliées (Société Suisse des Sciences Naturelles, LSPN, administration du Parc National), est présentée. Et ceci, à l'occasion de l'analyse des querelles et des dysfonctionnements caractérisant, à partir du début des années 1920, les relations entre ces différentes organisations – ainsi qu'au sein de la SNK les tensions autour de la personne de Paul Sarasin – et qui mèneront à terme à la dissolution en 1938 de la commission.

L'ouvrage s'achève sur une double réflexion portant d'une part, sur l'hétérogénéité des composants, à la fois scientifiques, esthétiques et patriotiques du discours idéologique sur la protection de la nature – d'où le titre donné à l'ouvrage – et d'autre part, sur les conditions de diffusion de cette idéologie, d'une élite scientifique bourgeoise et urbaine auprès d'un ensemble plus large de groupes sociaux divers au sein de la population du pays.

Parmi les apports de ce travail, on peut certainement mentionner en premier lieu l'originalité historiographique de l'objet. Il s'agit en effet ici de la première recherche approfondie de la vie de cette commission fondée sur un dépouillement

systématique de ses archives. Par ailleurs, la pertinence du choix de la SNK, complétée par une reconstitution du contexte historique plus large, à l'aide d'une très bonne maîtrise de la littérature existante, permettent de fournir une description extrêmement riche et complète des principaux événements qui marquèrent les 20 ou 30 premières années du 20e siècle en matière de protection de la nature. En outre, il convient encore de signaler, pour autant que l'on accepte l'idée qu'un lecteur francophone soit capable d'en juger, la qualité de la rédaction, fondée sur un équilibre entre élégance et simplicité; en fait un livre à la fois passionnant et très agréable à lire.

Les critiques que l'on peut formuler à l'égard d'un tel travail sont, du point de vue d'un lecteur spécialiste en sciences sociales (sociologue, politologue), relativement classiques en ce qu'elles ont trait à la relative faiblesse de la *construction de l'objet* et de la *problématisation* de son analyse. Ainsi, les descriptions qui sont faites de l'histoire et des activités de la SNK reposent plus sur des «constats» fondés sur une analyse critique des sources à disposition, l'objet et sa légitimité étant créés principalement par l'existence d'un corpus d'archives non encore dépouillées, que sur un questionnement (théorique) et des hypothèses impliquant des relations de causalité entre variables ou phénomènes.

On peut ici, à titre d'exemple, signaler deux faiblesses importantes de la description historique concernant aussi bien (1) l'examen du fonctionnement interne de la SNK que (2) l'analyse des relations que celle-ci entretient avec l'ensemble des autres organisations actives dans le domaine de la protection de la nature. Ainsi, les liens existant entre la composition sociale et disciplinaire de la SNK et les ressources sociales et politiques mises à sa disposition d'une part, les logiques de définition des problèmes (des objets à protéger), des stratégies et des modalités d'action, le type de réseaux activés, de même que les résultats obtenus d'autre part, ne sont-elles que très brièvement esquissées dans la conclusion et, qui plus est, à l'aide d'une référence peu convaincante à la théorie de l'action collective d'Olson. Par ailleurs, une étude plus large, de type structural, de l'espace social, du réseau (Knoke), ou de la configuration (Elias), des relations de concurrence ou de collaboration entre les différentes organisations agissant dans le champ (Bourdieu), en voie de constitution, de la politique de la protection de la nature (constellation des organisations de protection de la nature (faune et flore, *Heimatschutz,* mais également associations de chasseurs, Club Alpin, etc.) aurait-elle probablement permis une meilleure compréhension des logiques plus profondes qui se trouvent au cœur des luttes et des stratégies de différenciation entre les organisations; ce que ne permettent guère les explications psychologisantes des querelles entre individus. Car ce que l'on découvre, malheureusement pour l'essentiel seulement en filigrane, à la lecture de ce livre, c'est que le «mouvement» de protection de la nature se transforme en réalité très rapidement en un espace de luttes pour la réallocation des bénéfices matériels et symboliques (lutte pour le contrôle des cotisations des membres de la LSPN, lutte pour le contrôle du Parc National, lutte pour le contrôle des commissions cantonales, etc.) générés par les succès, même partiels, des combats qui ont été menés durant les deux premières décennies du siècle au nom de la protection des «monuments naturels».

Stéphane Nahrath (Lausanne)

CHRISTOPHE JACCOUD, LAURENT TISSOT ET YVES PEDRAZZINI (DIR.) **SPORTS EN SUISSE** TRADITIONS, TRANSITIONS ET TRANSFORMATIONS

LAUSANNE, EDITIONS ANTIPODES, 2000, 245 P., FR. 47.–

Ce volume présente les actes du colloque «Sports suisses, sports en Suisse», organisé à Neuchâtel en octobre 1998 par le Centre International d'Etudes du Sport et l'Institut d'histoire de l'université de Neuchâtel. Les douze contributions sont, selon le préambule, «une série de coups de sonde dans les arcanes et les strates du sport suisse, modèles explicatifs, tempéraments personnels et procédures méthodologiques différenciés confondus» (9). Pour clarifier un peu cette approche, l'article introductif de Christophe Jaccoud et Laurent Tissot «Sports suisses, sports en Suisse: faits établis et problèmes ouverts» insiste sur trois caractéristiques du sport en Suisse: le sport comme élément de la modernisation de la société, la singularité des modèles de diffusion du sport et enfin les nouvelles pratiques «qui semblent bousculer les formes, les codes et les cadres de l'ordre sportif traditionnel» (13). L'ouvrage est ensuite divisé en deux parties bien distinctes, la première («traditions», cinq articles) ayant un caractère historique alors que la seconde («transitions et transformations», sept articles) est axée sur les questions du changement social et spatial dans les pratiques sportives.

La première constatation qui s'impose à la lecture de l'ouvrage est son manque d'homogénéité, ce qui, pour un ouvrage collectif, n'est pas en soi un défaut, mais surtout l'absence de points de repères permettant au lecteur de retrouver des lignes conductrices dans les modèles de diffusion, les groupes sociaux, les lieux ou les dates qui marquent l'enracinement du sport en Suisse.

Il est par exemple regrettable que la partie historique, qui retrace les débuts de plusieurs sports en Suisse à travers les exemples de la gymnastique, de l'automobilisme, du ski et du football ne présente aucun article de synthèse, aucune bibliographie spécifique. L'ouvrage ne comporte d'ailleurs aucune référence aux différentes tentatives de synthèse sur le sujet (en particulier Louis Burgener, *L'éducation physique en Suisse,* Derendingen 1974, et Fritz Pieth, *Sport in der Schweiz,* Olten 1979, deux ouvrages certes datés mais qui méritent quand même d'être cités). A la lecture de ces contributions, on se demande si, comme le propose Pierre Bourdieu, le sport s'est développé en Suisse comme un phénomène de distinction sociale ou si d'autres facteurs (religieux, linguistique, climatique) ont contribué à créer un modèle suisse. Certes, quelques pistes intéressantes sont proposées. Ainsi, Jean-Claude Bussard insiste justement sur l'opposition entre gymnastique et sports dans le contexte scolaire. Mais cette opposition qui, à la fin du 19e siècle, traverse toute l'Europe continentale et qui, depuis deux décennies, fait l'objet de nombreuses publications un peu partout en Europe, connaît-elle en Suisse un développement particulier? La question mérite d'être posée puisque la Confédération est confrontée à deux modèles radicalement opposés: la gymnastique française et le *Turnen* allemand (cf. pour la France Pierre Arnaud [dir.], *Les athlètes de la République,* Toulouse 1987; pour l'Italie Stefano Pivato, «Ginnastica e risorgimento: alle origini del rapporto sport/nazionalismo», in: *Ricerche storiche* 19 [1989], 249–79; pour l'Allemagne Christiane Eisenberg, *«English Sports» und deutsche Bürger. Eine Gesellschaftsgeschichte 1800–1939,* Paderborn 1999). De plus, en Suisse, les établissements privés d'enseignement sont les principaux promoteurs des sports

anglais contre le modèle «national» de la gymnastique. L'auteur, s'il insiste sur l'opposition classique entre sportifs et gymnastes, a le mérite de mettre en relief les points de conjonction dès le début du siècle. Il est d'ailleurs intéressant de noter que c'est sous l'impulsion de la *Schweizerische Turnzeitung* et des gymnastes alémaniques qui, dès 1894, «reconnaissent des qualités aux activités sportives, pour autant qu'elles soient pratiquées sans ‹excentricités›» (35) que semble s'amorcer une reconnaissance mutuelle. S'intéressant au développement de l'automobile, Christoph Maria Merki note que l'exclusivité sociale est l'une des caractéristiques de l'Automobile Club de Suisse et en 1915 «la liste des membres de la section de Zurich se lit comme un *Who's who* de la bourgeoisie zurichoise» (57). De même, la brève contribution d'Anne Philipona-Romanens sur les débuts du ski dans le canton de Fribourg insiste sur le rôle moteur de l'armée dans la diffusion du sport (78) et Jacques Zambaz, dans sa description du football valaisan, réfléchit aux raisons du retard dans l'établissement de clubs de football dans la région pour conclure que «la vocation agricole du canton ne constitue pas un excellent terreau pour la diffusion d'un nouveau sport» (89).

Dans la seconde partie, les trois articles consacrés aux nouvelles tendances sportives (fitness, boxe thaïlandaise et sports de glisse) mettent l'accent sur le caractère individualiste et réfractaire aux normes fédérales des nouveaux pratiquants, celui de Marie-José Manidi se penche sur la construction du genre féminin par la gymnastique. Mais en quoi, dans ce contexte, l'approche des auteurs s'applique-t-elle à la Suisse en particulier? Dans l'analyse des participants au club de fitness de Lausanne, au club de boxe thaï de la cité des Avanchets à Genève ou des skaters vaudois la dimension spatiale et nationale semble, justement, totalement absente. Il en va de même pour la chronologie choisie pour expliquer le développement de la gymnastique féminine. Doit-on en conclure qu'il n'existe dans ces nouveaux sports aucun élément de différenciation politique, économique ou nationale? Les réponses ne nous sont malheureusement pas fournies.

Auparavant, Serge Gumy avait analysé l'enracinement d'un club de Hockey dans un quartier à travers l'exemple singulier du Hockey-Club de Gottéron et les incompatibilités entre lien social et promotion sportive. Le travail du géographe Martin Schuler nous replonge dans une problématique liée au thème du livre. Prenant en considération non seulement les éléments régionaux et linguistiques mais aussi la composante religieuse et démographique, il a le mérite de mettre en évidence certaines des tendances du football d'élite dans la confédération. Il nous montre le déclin des clubs traditionnellement liés à la confession protestante au sein de l'élite (148), alors que l'équilibre entre les différentes régions linguistiques reste de mise (135 et 147).

La lecture de cet ouvrage nous fournit des pistes intéressantes, mais omet de traiter les deux éléments qui, à nos yeux, caractérisent le sport en Suisse et le différencient des autres pays européens. La Suisse est le siège d'importantes institutions ou organismes internationaux de sport, tels que le Comité olympique international et la FIFA. Cela mériterait sans doute une attention particulière et pose plusieurs questions. Quels sont les liens entre les institutions sportives internationales et le monde sportif suisse? Quels avantages le sport suisse peut-il en tirer?

A travers le tourisme sportif, les stations de sports d'hiver, mais aussi le musée olympique de Lausanne, les sports constituent pour la Suisse une vitrine, une

source d'emplois et un élément économique important. Comment s'est construit ce modèle si particulier? La Suisse est-elle toujours une terre propice aux investissements pour les sports de haut de gamme (golf, tennis, sports d'hiver)? Il reste encore beaucoup à faire pour comprendre, peut-être à travers le prisme singulier du sport, les particularités et les évolutions d'un modèle helvétique.

Pierre Lanfranchi (Florence)

MARKUS SCHMITZ, BERND HAUNFELDER
HUMANITÄT UND DIPLOMATIE
DIE SCHWEIZ IN KÖLN 1940–1949

ASCHENDORFF VERLAG, MÜNSTER 2001, 320 S., FR. 46.–

Dem humanitären Wirken der Schweiz in Deutschland während der Kriegs- und unmittelbaren Nachkriegszeit hat die historische Forschung bis anhin wenig Aufmerksamkeit gezollt. Vor dem Hintergrund der Diskussion um die schweizerische Verwicklung mit Nazideutschland erscheint das Thema jedoch besonders reizvoll, zeigt es doch eine andere Schweiz, deren Handeln, in den Worten der Autoren, stellvertretend steht für die von Bundesrat Max Petitpierre formulierte aussenpolitische Doktrin der Neutralität und Solidarität.

Die vorliegende Studie befasst sich genau mit jener Forschungslücke und behandelt in einem ersten, reich mit Quellen dokumentierten Teil das humanitäre Wirken der «Schweizer Spende» im kriegsversehrten Köln. Im zweiten Teil befasst sie sich mit der Tätigkeit des langjährigen schweizerischen Generalkonsuls in Köln, Franz-Rudolf von Weiss, welche in ausgewählten Berichten an die Zentrale des Politischen Departements in Bern gespiegelt wird. Die Autoren konnten vom grossen Erfahrungsschatz zweier ehemaliger Leiterinnen der Kölner «Schweizer Spende», Lilly Vogel-Tschudin und Iris Vuillemier, profitieren und deren bislang unveröffentlichte Privatfotografien und -dokumente für ihre Forschungen verwenden. In ihrer nicht an ein wissenschaftliches Fachpublikum gerichteten Studie gehen die Autoren von der These aus, dass es bereits während, aber besonders nach dem Krieg eine «kritische, sich einmischende, sich um das Schicksal der Deutschen bemühende Eidgenossenschaft gab».

Noch während der Kriegshandlungen wurden in Bern konkrete Pläne für eine umfassende europäische Nachkriegshilfe gefasst. Die auf den FDP-Nationalrat Ernst Speiser zurückgehende Idee der «Schweizer Spende» – ein eigenständiges Nachkriegshilfswerk, welches der nach 1945 schlecht angesehenen schweizerischen Neutralität international wieder auf die Beine helfen sollte – wurde im Dezember 1944 von den eidgenössischen Räten gutgeheissen. Ihre Aufgabe sollte die Koordination der schweizerischen Hilfsaktionen auf dem Gebiet der Nachkriegshilfe darstellen. Finanziert wurde das Werk durch Bundesmittel sowie private Spenden. Noch während der Kriegshandlungen nahm die «Schweizer Spende» ihre humanitäre Tätigkeit auf. Die Hilfe an Deutschland, welche von den 1944–1948 zur Verfügung stehenden 206 Mio. Fr. rund 35 Mio. verbrauchte, setzte jedoch erst nach Kriegsende ein: Besonders hart betroffene Städte sollten vermehrt Hilfe erhalten. Köln, das an das ebenfalls stark in Mitleidenschaft gezogene Ruhrgebiet grenzte, war eines der am meisten zerstörten deutschen Zentren.

Lilly Vogel-Tschudin nahm im Februar 1946 dort ihre Arbeit für die «Schweizer Spende» auf. Unter widrigen Umständen baute sie zusammen mit ihren Mitarbeitern und Mitarbeiterinnen ein Hilfswerk auf, welches innert kürzester Zeit

Kinderspeisungen für die kleinen Kölner, karitative Aktionen für Mütter und Schwangere sowie Projekte mit erzieherischem Ziel organisierte. Daneben führte die Kölner Schweizer Spende auch mehrmonatige Erholungsreisen für Kinder in die Schweiz durch.

1948 neigten sich die finanziellen Mittel der «Schweizer Spende» ihrem Ende zu; sie wurde aufgelöst und 1948 durch die «Schweizer Europahilfe» ersetzt. Das schweizerische Hilfsprojekt in Köln wurde über diese neue Organisation bis zum Sommer 1949 weitergeführt. Die humanitäre Aktion der Schweiz im zerstörten Nachkriegsdeutschland half mit, das aussenpolitisch ramponierte Ansehen der Schweiz bei den westlichen Alliierten, besonders den Briten, wieder in ein besseres Licht zu rücken und leistete laut den beiden Autoren einen ausserordentlichen Beitrag zur Überwindung der moralischen und politischen Isolation der Eidgenossenschaft.

Der zweite Teil des Buchs geht auf den diplomatischen Vertreter der Schweiz in Köln, Franz-Rudolf von Weiss, dessen Tätigkeit und vor allem dessen regelmässig in Bern eintreffende Konsularberichte ein. Von Weiss, welcher von Mai 1920 bis Dezember 1949 – seit 1943 in der Funktion als Generalkonsul – in Köln amtierte, konnte die Weimarer Republik, den Aufstieg und Niedergang der Nationalsozialisten und den Wiederbeginn 1945 kontinuierlich verfolgen. Ein Netz von Bekanntschaften und Freundschaften zu Politikern, Bankiers, Wirtschaftsführern und Vertretern der katholischen Kirche ermöglichte ihm teilweise intime Einblicke in die Geschehnisse dieser Jahre. Dabei pflegte er mit entsprechender kritischer Distanz Kontakte sowohl zu überzeugten Anhängern des NS-Systems als auch zu bürgerlichen, dem Nationalsozialismus gegenüber negativ eingestellten Kreisen. Wie auch bereits aus der einschlägigen Literatur, beispielsweise dem Flüchtlingsbericht der Bergier-Kommission bekannt, berichtete von Weiss über die Deportation der jüdischen Bevölkerung Kölns bereits 1941 und meldete am 24. Juni 1942 der Schweizer Gesandtschaft in Berlin, dass man davon ausgehen müsse, dass die deportierten Juden vergast worden seien. Aber auch über die Schikanen, welchen sich die katholische Kirche ausgesetzt war, berichtete er.

Mit der Kapitulation Deutschlands entschied sich der schweizerische Bundesrat, die Beziehungen zum nördlichen Nachbarn aufzuheben, hielt jedoch am Fortbestand Deutschlands als einem einheitlichen Staat fest. Die Gesandtschaft in Berlin wurde geschlossen, die schweizerischen Konsulate im Gebiet der sowjetischen Besatzungszone aufgelöst, jene in den westlichen Besatzungszonen konnten ihre Funktion weiterhin aufrechterhalten. Mangels eines schweizerischen Gesandten in Deutschland fühlte sich von Weiss in den Jahren bis zur schweizerischen Anerkennung der Bundesrepublik «als eine Art Botschafter im Rheinland». Bei seiner Berichterstattung kam ihm nun die langjährige Freundschaft zu Konrad Adenauer zugute. Hier wurde er informiert über die deutschlandpolitischen Pläne des späteren Bundeskanzlers. Diese Nähe wurde indessen von der EPD-Zentrale kritisch beobachtet und dies vor allem, als von Weiss sich im Oktober 1945 bei der Vermittlung eines Gesprächs zwischen Adenauer und hohen französischen Offizieren behilflich zeigte. Bern zeigte sich darüber geradezu «konsterniert». Die Schweiz wollte im Entstehungsprozess der Bundesrepublik und deren zunehmender Westintegration nicht allzu früh Stellung beziehen; war doch die Zukunft Deutschlands zu diesem Moment noch sehr ungewiss.

Die im Buch abgedruckten Berichtsauszüge stammen aus dem Zeitraum

Dezember 1940 bis September 1949, dem Datum der Gründung der Bundesrepublik Deutschland. Positiv fällt die Verbindung der beiden Teile des Buchs durch jeweilige direkt gekennzeichnete Hinweise im monografischen Teil auf den Quellenteil auf.

Die mit einer grossen Menge von Privatphotos illustrierte, mit zahlreichen Erläuterungen zu den Quellentexten versehene Publikation füllt eine klare Lücke in der Geschichte der schweizerischen Aussenpolitik der Nachkriegszeit, insbesondere, was deren humanitären Aspekt betrifft; sie verkommt dabei jedoch nicht zu einer Rechtfertigung der schweizerischen Verwicklungen mit dem nationalsozialistischen Deutschland.

Therese Steffen Gerber (Bern)

JEAN-CHRISTOPHE GRAZ
AUX SOURCES DE L'OMC: 1941–1950
LA CHARTE DE LA HAVANE [PRECURSOR OF THE WTO: THE STILLBORN HAVANA CHARTER: 1941–1950]
PUBLICATIONS D'HISTOIRE ECONOMIQUE ET SOCIALE INTERNATIONALE, NO. 15

DROZ, GENF 1999, 367 P., FR. 50.–

Die Globalisierung *(la mondialisation)* entwickelt sich immer mehr zu einem zeitgeschichtlichen Forschungsfeld, das Chancen zur interdisziplinären Zusammenarbeit bietet. Mit der beinahe schon rituellen Abhaltung von Gegendemonstrationen und -gipfeln regionaler, nationaler und internationaler Nichtregierungsorganisationen geraten früher kaum wahrgenommene Jahrestreffen von Weltbank, Weltwährungsfonds (IWF) und der aus dem GATT im Jahr 1995 hervorgegangen Welthandelsorganisation (WTO) zu medialen Grossereignissen. Damit bekommt die anonyme Globalisierung – je nach Standpunkt – ein Gesicht, beziehungsweise eine Verantwortung zugewiesen und wird greif- und bisweilen auch im physischen Sinne angreifbar. Auch die Zeitgeschichte hat die Globalisierung entdeckt, wobei quellenbedingt nicht die jüngsten Entwicklungen, sondern die seit dem, beziehungsweise während dem Zweiten Weltkrieg von den Alliierten errichtete (globale) Finanz- und Handelsarchitektur im Zentrum des Interesses stehen. Die hier angezeigte Monografie von Jean-Christophe Graz widmet sich einer Vorgängerinstitution *(precursor)* der heutigen Genfer Welthandelsorganisation (WTO), wobei der Verfasser die Internationale Handelsorganisation (ITO) –zumindest im englischen Titel als «Totgeburt» bezeichnet und somit vorerst unklar bleibt, ob es eine Kontinuität gibt zwischen der 1950 im Sand verlaufenen Übung (ITO) und der 1995 im Anschluss an die Uruguay-Runde errichteten WTO.

Doch zurück zur Interdisziplinarität: der Autor siedelt seine Fallstudie zur Havanna-Charta, welche anlässlich der UN-Konferenz für Handel und Beschäftigung in der kubanischen Hauptstadt im Jahr 1948 von 53 Nationen unterzeichnet worden war, gleich in vier verschiedenen Disziplinen an: Theorie der internationalen Beziehungen, Zeitgeschichte, internationale Wirtschaftspolitik und ökonomische Dogmengeschichte *(history of economic ideas,* vgl. englische Einleitung, XX). Im deutschsprachigen Raum hat sich mittlerweile der Begriff «Internationale Geschichte» durchgesetzt für eine Forschungsrichtung, welche die nationalstaatliche Perspektive theoretisch und empirisch (in der Regel mit hohen Kosten verbunden) zu überwinden versucht, indem ein multinationaler Zugang zu den Quellen postuliert und damit nationalstaatliches Handeln vermehrt in einen

inter-, trans- oder supranationalen Kontext eingebettet wird. Graz stützt sich folgerichtig auf die beiden wichtigsten Akteure der Havanna-Charta, auf die Vereinigten Staaten und Grossbritannien, indem er weit gehend Primärquellen aus den National Archives (NARA) in Washington D. C. und dem britischen Public Record Office (PRO) ausgewertet hat. Dabei werden Konturen sichtbar gemacht, welche mit der US-amerikanisch-britischen Zusammenarbeit in der Atlantik-Charta von 1941 ihren Anfang nehmen. In den Charta-Artikeln IV–VI wurde das Fundament für eine internationale Sicherheits- und Wirtschaftsordnung – unter US-amerikanischer Hegemonie – gelegt, wobei die Rückkehr zum Multilateralismus und zum handelspolitischen Prinzip der Meistbegünstigung zentral war. Artikel VII der transatlantischen Verständigung postulierte ausserdem die Verpflichtung zur weltweiten Vollbeschäftigung. Damit wurden innen- und aussenpolitische, sozial- und handelspolitische Ziele zu einem attraktiven Nachkriegskonzept zusammengeführt.

Graz' Verdienst ist die erstmalige quellengestützte Darstellung beziehungsweise Rekonstruktion der transatlantischen Verhandlungen zwischen 1943 und 1948, als sich vorerst in exploratorischen Gesprächen zwischen London und Washington das Bedürfnis manifestierte, für die Bereiche Währung, Kapitalhilfe und Handel eine dauerhafte globale Ordnung zu etablieren. Die Gegensätze in der Handelspolitik waren tief, denn das britische System der imperialen Präferenzzölle aus der Zwischenkriegszeit und die wirtschaftliche *open door*-Politik Washingtons erzeugten Reibungspunkte; aber auch in der Agrar-, der Wettbewerbs- und der Rohstoffpolitik war schon in der Frühphase erkennbar, dass innenpolitische Rücksichtnahmen gegenüber dem US-amerikanischen Kongress den Nachkriegsplanungen einer umfassenden Handelsordnung enge Grenzen setzen würden. Den Übergang zur eigentlichen Gründung einer Internationalen Handelsorganisation im Rahmen des Wirtschafts- und Sozialrats der Vereinten Nationen (ECOSOC) schildert der Autor entlang einer diplomatiegeschichtlichen Erzählweise. Mit dieser methodischen Schwerpunktsetzung mag er seinen eingangs erwähnten interdisziplinären Anspruch nicht mehr vollauf zu erfüllen. Der Werdegang bis zur endlichen Verabschiedung der Havanna-Charta spricht eindeutig dafür, das Problem der Handelsregulierung auf globaler Ebene als Ausdruck aussenpolitischer Interessen vor dem Hintergrund der «Teilung der Welt» zu deuten. Somit liest sich die Darstellung von Jean-Christophe Graz als eine zwischen den USA und Grossbritannien weit gehend bilateral verhandelte Angelegenheit, welche mitten im Krieg euphorisch ihren Anfang nahm, in ihrer Konkretisierungsphase nach dem Krieg nur noch schleppend vorankam, bis schliesslich Präsident Truman 1950 die neue Welthandelskonvention vor dem (republikanisch dominierten) Kongress nicht mehr durchbrachte. Der einzigartige wohlfahrtsstaatliche Aufbruch, ausgelöst von einer Hand voll New Dealern im Jahre 1943 im US State Departement, war auf internationaler Ebene spätestens 1949 vorbei. Die US-amerikanische Aussenpolitik (militärische und finanzpolitische Interessen) richtete sich am beginnenden Kalten Krieg aus und setzte neue Prioritäten (Marshall-Plan und NATO). Weshalb der Ratifikationsprozess in Washington scheiterte und somit die ITO chancenlos blieb, ist bisher nicht eindeutig beantwortet worden und wird auch von Graz nicht weiter verfolgt. Waren es die New Yorker Geschäftswelt (Investoren) oder eher ein zögerlicher Präsident, der die ITO zu wenig unterstützte? Graz vertritt

allerdings die Auffassung, dass der Kalte Krieg keine hinreichende Erklärung für das Scheitern der ITO ist, vielmehr liege der Grund in der teilweise sich widersprechenden Zielsetzung der Charta, welche Wirtschaftswachstum und Vollbeschäftigung über staatliche Intervention und eine gleichzeitige Rückkehr zu weltweitem Freihandel postuliert habe. Als ausreichende Ersatzlösungen auf handelspolitischem Gebiet kamen das GATT und die Marshallplan-Organisation (OECE) zum Zug.

Das ITO-Projekt hätte neue Massstäbe gesetzt, indem die internationale Handels- und Finanzpolitik direkt an beschäftigungspolitische Mindeststandards angebunden worden wäre. Sozialdumping und die ruinösen Exportbeihilfen hätten verhindert werden sollen; innovativ wäre der Einbezug der innerhalb der International Labour Organisation (ILO) ausgehandelten sozialpolitischen Verpflichtungen in die neue Welthandelsordnung gewesen. Nicht ein Nebeneinander wie heute zwischen WTO und ILO, sondern ein Miteinander von Welthandel und Sozialpolitik hätte die Ratifikation der Havanna-Charta bedeutet. Was schliesslich übrigblieb, war ein provisorisches Abkommen zur Reduktion der Zölle (GATT), ein 45-jähriges Dauerprovisorium, welches als Übergang zur Errichtung der ITO betrachtet wurde. Das gescheiterte Projekt der ITO als *case study* verfügt über einen gewissen Reiz, insofern es eine Alternative zur GATT-Liberalisierungspolitik dargestellt hätte. Die ITO wäre bei den heutigen WTO-Gegnern besser angekommen.

Begrifflich versucht Graz das ITO-Projekt mit einem «transnationalen Merkantilismus» zu fassen. Denn im Gegensatz zur Zwischenkriegszeit, als man auf internationaler Ebene einfach die Rückkehr zum Goldstandard des 19. Jahrhunderts als Stabilitätskonzept anvisierte – und letztlich kläglich scheiterte – war nach dem Zweiten Weltkrieg ein nationenübergreifender Konsens vorhanden, wonach der Staat auch nach dem Abbau der Kriegswirtschaft eine wirtschafts- und sozialpolitische Verantwortung gegenüber der Gesellschaft wahrnehmen sollte. Mit einem solchen weltweiten Merkantilismus, den Graz in der ITO wieder auferstehen sieht, grenzt er sich von John Gerard Ruggies Begriff des *embedded liberalism* ab. Die unterschiedlichen Vorstellungen über den Grad an Staatsintervention in der nationalen und internationalen Wirtschaftspolitik oder sinngemäss nach den Worten des Autors, über die verschiedenen «Merkantilismen», konnte nur mit diversen Ausnahmeregelungen diplomatisch harmonisiert werden. GATT und OECE waren offenere Lösungen, welche innerhalb der «kapitalistischen Welt» mehr (nationalen) Spielraum, beziehungsweise Protektionismus, zuliessen. Der Autor sieht allerdings angesichts einer wachsenden sozialen Kluft innerhalb der Industriestaaten und zwischen Nord und Süd die Probleme mit den Ersatzlösungen von GATT und WTO heute als nicht gelöst.

Wer sich übrigens über die Geschichte dieser welthandelspolitischen Alternative einen schnelleren Überblick verschaffen möchte, dem sei der ausgezeichnete Aufsatz (mit einer chronologischen Übersicht über 50 Jahre Regulierung von Beschäftigung und Investitionen) von Daniel Drache empfohlen: «The short But Amazingly Significant Life of the International Trade Organization (ITO). Free Trade and Full Employment: Friends or Foes Forever», der im Internet unter der Adresse http://www.robarts.yorku.ca/pdf/ito.pdf abrufbar ist.

Thomas Gees (Bern)

CARLO MOOS
JA ZUM VÖLKERBUND – NEIN ZUR UNO
DIE VOLKSABSTIMMUNGEN VON 1920 UND 1986 IN DER SCHWEIZ
CHRONOS, ZÜRICH 2001, 232 S., FR. 38.–

Am 16. Mai 1920 stimmten 56,3 Prozent der Schweizer Stimmberechtigten für den Beitritt ihres Landes zum Völkerbund; am 16. März 1986 wurde dagegen der Beitritt der Schweiz zur UNO mit 75,7 Prozent Nein-Stimmen wuchtig verworfen. Die anzuzeigende, *cum ira et studio* geschriebene Untersuchung von Carlo Moos hat sich zum Ziel gesetzt, dieser Diskrepanz auf den Grund zu gehen und daraus Lehren im Hinblick auf eine zweite UNO-Abstimmung zu ziehen. Zu diesem Zweck gliedert der Autor seinen Stoff in drei Hauptteile: Als Erstes setzt er die aussenpolitischen Entscheidfindungsprozesse in Beziehung zum «nationalen Selbstverständnis» der Schweiz, das seines Erachtens zwischen den Polen Isolation und Offenheit oszilliert, die er treffend mit den beiden Chiffren «Sonderbund» und «Völkerbund» umschreibt. Während diese etwa für den jakobinischen Gehalt der Bundesverfassung von 1848, die liberale Flüchtlingspolitik des 19. Jahrhunderts oder die Aufbruchstimmung um 1920 steht, subsumiert jene unter sich die in der Regel xenophobe und mythisch überhöhte Vorstellung von der Schweiz als Sonderfall der Geschichte. Im Anschluss an diese Überlegungen zeichnet Moos den Weg der Schweiz in den Völkerbund, die Rückkehr zur integralen Neutralität 1938, den Nichtbeitritt zur UNO 1945 und das Scheitern des Beitrittsreferendums von 1986 nach.

Im zweiten Hauptteil erfolgt eine Argumentationsanalyse der beiden Abstimmungskämpfe. 1920 gelang es den Völkerbundsfreunden, an deren Spitze Bundesrat Calonder stand und in deren Reihen auch Bauernsekretär Laur eine wichtige (gemäss Moos möglicherweise die ausschlaggebende) Rolle spielte, für eine Mehrheit glaubhaft die Vision einer besseren Zukunft zu vermitteln. Die Gegnerschaft, die im Völkerbund lediglich ein Instrument der Siegermächte des Weltkriegs sah, befürchtete dagegen die Erniedrigung der Schweiz zu einem Protektorat der Grossmächte und malte gar das apokalyptische Bild von der *finis Helvetiae* an die Wand. Die Gegner aus dem gespaltenen Lager der Katholisch-Konservativen bemühten Wilhelm Tell und Bruder Klaus, argumentierten allgemein antiaufklärerisch und schreckten auch vor rassistischen Äusserungen nicht zurück. Die zitierte Passage aus einem der Haupttraktate des gegnerischen Komitees, dass «mindestens ein Dutzend halbwilder, gänzlich unkultivierter Neger- und Indianervölker» bei der Konzeption des Völkerbunds mitgewirkt hätten, liesse sich etwa ergänzen durch nicht minder rassistische Aussagen des Schwyzer KK-Politikers Anton Büeler, der 1919 in der aussenpolitischen Kommission die Gegner angeführt hatte, in Moos' Untersuchung indessen nicht erwähnt wird. Etwas zuwenig deutlich werden die Argumente der mehrheitlich ablehnenden Sozialdemokratie (wichtigste Ausnahme als Beitrittsbefürworter war Leonhard Ragaz) von denjenigen der rechten Völkerbundsgegner abgegrenzt. Der antiimperialistische und antikapitalistische Impetus der SP-Führung kann schwerlich unter die Chiffre des Sonderbündischen subsumiert werden, sondern erscheint gleichsam als Präfiguration der «unheiligen Allianzen» von isolationistischen Rechten und fundamentaloppositionellen Linken, die sich in jüngster Zeit bei aussenpolitischen Fragen regelmässig zu bilden pflegen.

In der UNO-Debatte von 1986 fehlte den Befürwortern der idealistische Schwung von 1920: Man sprach kaum

von der internationalen Solidarität oder von der UNO als solcher, sondern kaprizierte sich im wesentlichen auf die Betonung der Vorteile eines Beitritts für das eigene Land. Die Gegnerschaft entzündete eine wahres «Trommelfeuer gegen die UNO» (117), in dessen Zentrum die Kosten eines Beitritts sowie vor allem die Neutralitätsproblematik standen. Die UNO war diesen Kreisen ein Instrument des Weltkommunismus und antiwestlicher Dritte-Welt-Staaten; insbesondere die Sanktionspolitik gegenüber dem südafrikanischen Apartheidregime war ihnen ein Dorn im Auge. Im Weiteren wurde auch an Anti-Bern-Reflexe in der Bevölkerung appelliert, indem man Regierung und Verwaltung vorwarf, sich in unzulässiger Weise in den Abstimmungskampf einzumischen. Erneut spielte Bruder Klaus in der gegnerischen Propaganda eine tragende Rolle. Nicht minder interessant als die Argumentationsanalyse sind Moos' Ausführungen zu Struktur und Funktionsweise der Abstimmungskomitees in den beiden Abstimmungskämpfen und zur dabei verwendeten Ikonografie. Es zeigt sich hier bereits für das Jahr 1920 eine massive, nach sozialen und kulturellen Kriterien differenzierte Verbreitung von Propagandamaterial.

Das dritte Hauptkapitel bietet eine komparative Synthese der Diskussionsverläufe und Abstimmungsresultate von 1920 und 1986.

Erheblich verändert erscheint das Umfeld: dem Glauben in eine zukünftige Perfektionierung des Völkerbunds 1920 steht die Ernüchterung über die Möglichkeiten der UNO 1986 gegenüber; 1920 verfügten die Befürworter mit Ernst Laur über einen charismatischen Exponenten, der mit Otto Fischer auf der Seite der Gegner von 1986 verglichen werden kann, während Bundesrat Aubert mit seiner differenzierten Art beim «Volk» kaum zu punkten vermochte; 1920 fand die Vorlage eine deutliche Annahme in der Westschweiz und knappe Ablehnung in der Deutschschweiz, 1986 erfolgte eine wuchtige Ablehnung in allen Sprachregionen. Als Angelpunkt im UNO-Abstimmungskampf von 1986 aber arbeitet der Autor die Neutralitätsfrage heraus. Während es 1920 dem Bundesrat gelang, diese Problematik mit seinem Konzept der differentiellen Neutralität zu entschärfen, wurde 1986 von der Befürworterseite die Frage nicht grundsätzlich diskutiert, sondern man beharrte hilflos auf einem Festhalten an der integralen Neutralität und lief damit der Gegnerschaft ins offene Messer. So gelangt der Autor zum Fazit, bei einer künftigen Abstimmung dürften sich die Befürworter nicht erneut auf das Feld der Kosten-Nutzen-Abwägungen zwingen lassen. Vielmehr müsse versucht werden, dem rational kaum reflektierten, in mythische Tiefen herabreichenden Neutralitätsbegriff mit dem Gedanken der Solidarität ein anderes emotional stark mobilisierendes Konzept entgegenzusetzen.

Insgesamt hat der Autor eine aufschlussreiche Studie zum in der bisherigen Historiografie eher unterbelichteten Zusammenspiel von direkter Demokratie und Aussenpolitik vorgelegt. Dieses positive Fazit vermögen auch die dem dreifachen Durchgang durch die Chronologie geschuldeten Redundanzen (etwa bei gewissen Quellenzitaten) nicht zu trüben.

Christian Koller (Zürich)